

## Parlements et état de droit : vers la justice pour tous

Réunion organisée conjointement par l'UIP et l'Organisation internationale de droit du développement et parrainée par la Mission de l'Italie auprès des Nations Unies

**Mercredi 26 septembre 2012 – 15 heures - 18 heures**

Salle 3 (North Lawn Building - Siège de l'ONU)

<b>15 h.00</b>	<i>Remarques de bienvenue</i> M. Anders Johnsson, Secrétaire général, Union interparlementaire (UIP) Mme Irene Khan, Directrice générale, Organisation internationale de droit du développement (IDLO)
<b>15 h.10</b>	L'état de droit et l'ONU : regard critique sur la Réunion de haut niveau des chefs d'Etat et son document final
	<i>Modérateur</i> S.E. M. Antonio Bernardini, Vice-Représentant permanent de l'Italie auprès des Nations Unies  <i>Intervenants</i> M. Luis Alfonso de Alba (Mexique) – Ambassadeur et Co-Facilitateur de la Réunion de haut niveau M. Eduardo Ulibarri, Représentant Permanent du Costa Rica auprès des Nations unies M. Othmar Karas, Vice-Président du Parlement Européen M. Edric Selous, Directeur, Groupe de renforcement de l'état de droit, ONU  <i>Questions principales</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• Quels devraient-être les principes fondamentaux de l'état de droit au plan national et international ?</li><li>• Comment tous les parties prenantes peuvent-elles unir leurs forces au service de l'état de droit ?</li><li>• Que peuvent faire les parlements pour que l'avis des citoyens soit pris en compte dans les initiatives visant à faire de l'état de droit un pilier des systèmes nationaux et internationaux de gouvernance ?</li><li>• En quoi l'état de droit peut-il renforcer l'interconnexion des mandats de l'ONU que sont la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement ?</li></ul>
<b>16 h.20</b>	Renforcer la confiance dans le système judiciaire : le rôle des parlements
	<i>Modératrice</i> Mme Irene Khan, Directrice générale, IDLO  <i>Intervenants</i> Mme Eero Heinaluoma, Présidente du Parlement, Finlande M. Asylbek Jeenbekov, Président du Parlement, Kirghizistan Mme Rosario Green, Ambassadrice et ancienne sénatrice (Mexique) M. Mouhamed Tete Diedhiou, parlementaire (Sénégal) Mme Christina Storm, Lawyers without Borders  <i>Questions principales</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• Comment les parlements peuvent-ils préserver concrètement l'indépendance et l'équité de la justice, en particulier dans les Etats fragiles ?</li><li>• Que peuvent faire les parlementaires pour que les citoyens jouissent d'un accès égal à la justice ?</li><li>• Que peuvent faire les parlements pour que les citoyens soient mieux informés des lois ?</li><li>• Que peuvent faire les parlements pour offrir un accès libre et gratuit au droit, grâce aux nouvelles technologies ?</li></ul>
<b>17 h.50</b>	Remarques finales, M. Anders Johnsson, Secrétaire général de l'UIP